

J.A. - Lausanne Dominique 52 public

La révision de l'indice des prix: Politique et statistiques

Dans notre numéro 50, en éditorial, nous formulions des réserves sur la manière dont se prépare la révision de l'indice des prix. Rappelons qu'on s'avise, aujourd'hui, que la part de l'alimentation et du logement est trop forte dans la moyenne de ces prix. L'indice ne correspondrait plus aux habitudes actuelles de la consommation: aussi désire-t-on tenir compte de nouveaux biens dans sa calculation; bref, on a décidé de le moderniser.

Dans le « Coopérateur suisse », M. Wunderle, collaborateur économique de ce journal, conteste le bien-fondé de nos craintes.

Résumons quelques points de son argumentation: Rien ne permet de dire si le nouvel indice atténuera ou amplifiera le renchérissement. Certes, l'introduction dans les calculs de certains biens produits industriellement aura peut-être un effet stabilisateur (TV, automobiles, à supposer que ces produits soient pris en considération). Mais d'autre part, on englobera dans le nouvel indice certains services, qui subissent toujours fortement le contrecoup des hausses de salaires. Dans quel sens ira le nouvel indice? Toute supposition, lancée dans le vide, est gratuite, dit M. Wunderle.

La statistique établira des moyennes sur la base des habitudes de consommation. C'est là un critère scientifique, donc inattaquable. La statistique ignore les intérêts particuliers.

Enfin, dit M. Wunderle, les salaires ne sont pas enchaînés à l'indice. Ils peuvent aller au-delà. Les améliorations du salaire réel dépendent de la combativité des syndicats, des possibilités de l'économie. Mais personne n'a intérêt à saper la confiance dans l'indice des prix. Il n'a qu'une valeur relative, certes, mais il ne doit pas être l'objet de contestations.

C'est un instrument de mesure, impartialement étalonné.

La statistique, un service social

Ces remarques permettent d'ouvrir le débat. On s'étonne d'ailleurs qu'il n'ait pas été engagé plus tôt. Peut-on imaginer décision plus lourde de conséquence que la révision de l'indice qui est devenu la base de discussion de la réadaptation de millions de salaires? Les virgules et les décimales de l'indice deviennent pour chaque ménage des francs. Et ce brassage des salaires passerait comme lettre à la poste?

Comme M. Wunderle nous pensons que les services de la statistique doivent pouvoir travailler dans une totale indépendance à l'égard de l'Etat. Quoi de plus pénible en effet que les maquillages par ordre politique. La France nous en a donné pendant longtemps le pénible exemple: chaque gouvernement à qui mieux mieux triturerait le S.M.I.G. et sapait la confiance. Mais il faudrait se poser aussi la question: en Suisse, aujourd'hui, les services de statistiques travaillent-ils dans la sérénité scientifique? Quand M. Schaffner refuse, avec d'évidentes arrière-pensées politiques, un relevé intermédiaire des loyers en automne parce qu'il aurait de fâcheuses répercussions sur l'indice, juste à la veille de la réadaptation des salaires en fin d'année, où est l'objectivité?

Et, dans quelles conditions fut annoncée la révision? M. Schaffner s'en félicitait: le nouvel indice stabiliserait la hausse du coût de la vie. Il ne le disait pas en statisticien, mais en homme politique. Et quand M. Déonna, dont on connaît les attaches, ou, tout récemment encore, quand M. Samuel Schweizer parlant devant les actionnaires de la Société de Banque Suisse attendent du nouvel indice qu'il tempère le renchérissement, parlent-ils avec l'objectivité du savant ou en hommes qui défendent, engagés comme ils le sont dans la bataille économique, des intérêts particuliers?

L'objectivité scientifique, oui. Mais nous ne l'avons

guère rencontrée jusqu'ici chez ceux qui abordent ce problème.

Modernisation et révision

Imaginons que les œufs en conserve ou la permanente à chaud soient pris en considération par l'indice des prix. Aujourd'hui nous ne mangeons plus que des œufs frais, les permanentes se font à froid. L'indice devra, à moins de devenir un document sur les mœurs et coutumes de 1939, tenir compte de ces nouveaux usages. Personne ne le conteste.

En revanche, il n'échappe à personne que l'économie suisse va traverser durablement une période de renchérissement due à la hausse du loyer de l'argent qui se répercute de manière directe sur les prix agricoles et les logements, libérés, de surcroît, de tout contrôle.

Or la pondération de l'indice actuel (alimentation 40 %, logement 20 %) est telle que ces hausses s'inscriront avec force dans la statistique des prix. Une révision atténuerait peut-être ces fâcheux effets. C'est la raison pour laquelle MM. Schaffner ou Déonna ou Schweizer la souhaitent. La révision doit donc être distinguée d'une simple modernisation. Or c'est de révision qu'il est question.

Pondération et politique

Les ingénus de l'objectivité scientifique rétorquent ceci. La pondération doit tenir compte de l'importance de divers postes de dépenses dans les budgets des employés et des ouvriers. L'alimentation représente, en moyenne, le 25 % des dépenses d'un ménage, la pondération doit être pour des raisons objectives de 25 % et non de 40 %.

Ici commencent les problèmes politiques. Qu'est-ce qu'une moyenne? Quelle amplitude de salaires entre en ligne de compte dans le calcul de cette moyenne, quels bas salaires, quels hauts salaires?

Or les dépenses de consommation dépendent étroitement du niveau du salaire. Plus la situation est modeste, plus les dépenses primaires (alimentation, habillement, logement) sont déterminantes. Comme M. Wunderle le remarque, il pourrait être injuste de calculer les salaires ou les rentes les plus pauvres sur la base d'un indice qui concerne d'autres catégories professionnelles.

Le choix est donc politique. La statistique ne le dicte à personne; elle est aveugle. Prendra-t-on en considération les salaires les plus bas, les salaires moyens, la moyenne de tous les salaires? Voilà qui mériterait un débat public et politique!

Pour un indice des dépenses primaires

Notre thèse est la suivante: Il faut conserver un indice qui soit avant tout celui des dépenses primaires. Ces dépenses-là sont peu compressibles. Certes, vous avez la liberté de vous nourrir de cervelas plutôt que de gigot d'agneau, de sauter un repas, de vous contenter d'un deux pièces, de mettre le piano dans la cuisine, de renoncer à acheter un nouveau complet et d'user jusqu'au bout les pantalons de grand-père. Mais cette marge de liberté est réduite: primum vivere.

En revanche, une fois satisfaits les besoins primaires commence votre liberté: aimez-vous les livres, les voyages, les filles aux yeux bleus, le bâti sur pierre ou les nouvelles décapotables?

Le niveau de vie tient à cette marge de liberté. La hausse des dépenses primaires, non compensée, la réduit. M. Wunderle ne répond pas à cette critique fondamentale. **Pour nous la hausse du beefsteak n'est pas compensée par la baisse d'un appareil TV. La hausse du beefsteak diminue notre liberté de dépense.**

(Suite page 4)

Bi-mensuel romand
N° 52 12 mai 1966

Rédacteur responsable: André Gavillet

Le numéro: 70 centimes

Abonnement pour 20 numéros:

Pour la Suisse: 12 francs

Pour l'étranger: 15 francs

Changement d'adresse: 50 centimes

Administration, rédaction:

Lausanne, Case Chauderon 142

Chèque postal 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A., Lausanne

Aux articles de ce numéro
ont collaboré:

Jean Amiguet

André Gavillet

Marx Lévy

Pierre Liniger

Serge Maret

Jean-Jacques Leu

C.-F. Pochon

Le N° 53 sortira de presse le jeudi 26 mai 1966

L'esprit de Grenoble

Mieux que le concours Lépine du socialisme rénové

Grenoble est une ville déroutante. Cité de plaine et de montagne, industrielle et sauvage : les quais de l'Isère aux pierres taillées en force, la Grande Chartreuse, le Vercors, les Alpes proches n'effacent pas la banlieue ouvrière, les citernes, les coups de chaleur sur les tôles industrielles. La rue où Stendhal naquit s'appelle Jean-Jacques Rousseau, qui ne fit pourtant qu'y passer. Auguste Perret y construisit, en 1925, pour servir d'attraction à l'Exposition de la houille blanche, une tour en béton qui devait démontrer les ressources de ce matériau; mais il la décora de motifs dans le goût du jour. (C'est dans le Grésivaudan, et non en Suisse, que furent réalisées les premières centrales électriques utilisant les chutes d'eau sous conduite forcée). Trois tours d'habitation d'une qualité architecturale supérieure à la moyenne, avec appartements duplex, mériteraient d'être citées comme réussite d'urbanisme si l'ancien maire U.N.R. n'avait pas sacrifié le parc public de l'île verte pour rendre possible cette construction. A Grenoble, création du premier Centre français de planning familial, mais la prostitution y est aussi exceptionnellement prospère. C'est la ville des industries de pointe, des industries propres, électroniques, le siège de Neyrpic et de Merlin-Gérin (ou de la bonnetterie de luxe Lou !), la ville des cadres, des ingénieurs, des ouvriers qualifiés où les sociologues sont à la recherche d'« une nouvelle classe ouvrière », mais plus qu'ailleurs le prolétariat algérien est présent dans la rue. Grenoble enfin est la seule grande ville française dirigée par une municipalité nouvelle gauche.

Le cadre était donc bien choisi pour que s'y affrontent, sans pathos, les tendances anciennes et nouvelles du socialisme français.

Quatre cents participants venus de toute la France. Et pour accourir de Bretagne à Grenoble, il faut avoir, chevillé, le goût de la discussion politique. Nous était présentée une étonnante corbeille de fortes têtes; en un seul après-midi, samedi, intervinrent dans les débats : Mendès-France, Alfred Sauvy, André Philip, Gilbert Mathieu (chroniqueur économique du journal « Le Monde »), Gilles Martinet, des syndicalistes de qualité comme René Bonety (C.F.D.T.), Le Brun (ancien secrétaire confédéral de la C.G.T.) et Maurice Duverger.

Une telle confrontation nous a paru assez significative pour nous permettre de faire le point sur l'orientation actuelle de la gauche française et de nous situer, observateurs étrangers, par rapport à elle. Nous consacrerons donc à cette rencontre une large place.

Nous allons nous mettre au travail

On connaît l'abondance de la littérature politique française : que de plans, de contre-plans, d'horizons proches et lointains, de république moderne, de gauche année zéro, que de socialisme et que d'Europe, sans compter les numéros spéciaux des revues, les monographies, les commentaires des hebdomadaires.

Or, paradoxe, tous les participants à la rencontre de Grenoble commençaient par se féliciter de ce que, enfin, la gauche se mit, avec sérieux, au travail. « Nous inaugurons », déclarait Mendès-France. « Désormais, hic et nunc, nous allons nous battre avec les problèmes d'aujourd'hui, et non plus avec ceux d'ailleurs et de jadis », s'exclamait André Philip. Chez des hommes qui ont beaucoup agi et beaucoup écrit, quel virginal et surprenant entrain !

De même, chacun saluait le sérieux technique des rapports présentés, « La gauche et la monnaie », ce titre seul devenait confiture exquise. Or ces rapports sérieux certes, réalistes certes, n'étaient pas d'une ardue technicité. Ils définissaient une manière d'attaquer les problèmes, un style, ils esquissaient des schémas; mais l'analyse chiffrée des faits économiques en était absente (Gilbert Mathieu en fit d'ailleurs la remarque : « Vous partez de schémas plutôt que de faits cités »). Alors pourquoi cet étonnement admiratif et néophyte ?

C'est qu'à son tour, sous la pression des circonstances, la gauche française vient de faire sa mue. Quelles sont donc ces circonstances nouvelles ?

L'Europe est un fait

Tout gouvernement de gauche porté au pouvoir devrait affronter une grève des capitalistes. L'argent passerait la frontière; la monnaie serait en danger. Comment, dans un tel climat, satisfaire des revendications populaires sans courir à l'inflation et à la banqueroute ?

Cette question-là est traditionnelle. Mais la gauche française la pose en termes de marché commun. La France socialiste, en proie aux difficultés de la prise du pouvoir, ne pourra pas adopter des mesures contraires au traité de Rome; les produits français seront soumis à la dure concurrence des pays voisins; la marge d'intervention politique sera donc faible.

Cette libre concurrence européenne, la gauche de Grenoble l'accepte. Ce choix est d'autant plus significatif que la question fut débattue en commission (des commissions ouvertes à tous les participants travaillèrent le samedi soir de 9 heures à minuit) en présence de Mendès-France. Claude Bourdet soutenait la thèse qu'une France socialiste devrait se bâtir hors de l'Europe des Six; il dénonçait la mystique de la concentration d'entreprises; la croyance naïve au « supermammouthisme » (sic). Il fut seul de son avis.

La gauche accepte l'Europe comme une nécessité et comme le seul espoir d'échapper, peut-être, à l'hégémonie américaine. Ce « oui » à l'Europe d'aujourd'hui entraîne de lourdes conséquences.

L'économie de marché

Dans le cadre du libre-échangeisme européen et dans l'attente d'une planification européenne, seule sera concevable une économie de marché. Les prix, les justes prix, la satisfaction des besoins des consommateurs, la concurrence sont dès lors admis, à Grenoble, comme les meilleurs régulateurs de l'économie. Toute entreprise devra faire la preuve de sa rentabilité. Un service, même public, devra travailler sans déficit. L'inflation devra être combattue avec acharnement. Les subventions de l'Etat devront encourager plutôt les entreprises en plein développement que les entreprises défailtantes. Dans un des rapports nous lisons :

« Le marché, c'est le point de rencontre entre les offres concurrentes et les demandes incertaines de l'ensemble des producteurs et des consommateurs. Puisque c'est sur le marché que se joue la partie, il faut que le pouvoir l'oriente et le prépare à sa fonction, mais, en même temps, qu'il s'abstienne d'en détériorer les mécanismes de sélection et d'arbitrage ».

Tout socialiste qui contresigne cette proposition revient, idéologiquement, d'assez loin.

Les correctifs

Qu'on ne voie pourtant pas, de façon diffamatoire, dans une telle proposition, une adhésion au libéralisme.

Tout d'abord, si l'on désire arracher le Tiers-Monde à sa misère, et cette préoccupation ne peut cesser d'obséder la gauche, une répartition internationale du travail sera nécessaire. Pas de libre-échangeisme mondial donc.

L'économie européenne devra être planifiée si l'on espère créer une société différente de la société de consommation américaine. Pas d'Europe libérale donc. Pourtant, à l'échelle mondiale et européenne, ce ne sont là, pour l'instant, que des vœux.

Mais, sur le plan national, qui délimite la sphère de l'influence politique, tous les moyens capables d'orienter la production et la consommation dans le sens du plan (politique du crédit, de sélection des investissements, socialisation de secteurs impor-

tants, réglementation de la publicité, politique fiscale, etc.) doivent intervenir. En complément à cet article, nous reprendrons plus particulièrement quelques-uns de ces points, chapitres essentiels d'un programme socialiste.

Chacun de ces moyens d'agir sur l'économie exige des études poussées. Or les jeunes qui, en majorité, participaient aux travaux de Grenoble, réclamaient ces études. De là cette impression de sérieux que Philip résumait avec bonheur dans cette formule : « On ne démocratisera les technocrates que lorsqu'on technicisera les démocrates ».

Les libertés démocratiques

On pouvait être étonné, aussi, à Grenoble, de voir des hommes intelligents et brillants discuter longuement sous la conduite de Maurice Duverger pour établir que le socialisme est inséparable des libertés démocratiques, du droit de contestation, du pluralisme des partis.

Ce sont de bien vieilles évidences qui sont là redécouvertes. Mais cette réanimation a pourtant une double signification.

Toute ouverture vers le parti communiste passe par ces rappels. Mais le courant libertaire n'est pas seulement une précaution indispensable pour préparer une réunification de la gauche. Il est profond et touche à de nombreux secteurs de la vie publique. Nous y reviendrons.

Et surtout le rappel de ces quelques vérités démocratiques élémentaires marque un renversement des valeurs. Il était un temps où parler de dictature du prolétariat, de « centralisme démocratique » posait son homme de gauche plus dur, plus pur. Désormais ce vocabulaire-là rejoint l'eau de vaisselle. Certes une culture socialiste élémentaire exige que l'on sache que la dictature du prolétariat pour Marx, pour beaucoup de bolchéviks et même pour Lénine, ce n'était pas ce qui devint le stalinisme. Mais c'est l'usage qui décide de l'emploi des mots, et ces mots sont désormais corrompus et définitivement démonétisés. Et il n'était pas inutile de dresser bien tardivement le constat. Cela permit d'approfondir de nouveaux sens du mot liberté.

Remarques critiques

La gauche française, même celle qui se voulait la plus avancée, redécouvre, sans se l'avouer, le réformisme. Vive donc le néo-réformisme ! Dans ses préoccupations, on trouve en tout cas plus d'imagination, d'invention que dans le socialisme helvétique. Mais les Français sont faibles sur deux points : ils méconnaissent le socialisme européen. Il y aurait des pays socialistes à l'Est, et puis il y a... eux qui, par la vertu des ancêtres de 1789 et l'héritage de 1848, incarnent le socialisme. Il est incroyable que des gens réalistes et sérieux trouvent moyen de parler pendant deux jours entiers du socialisme démocratique et de ses chances de se maintenir au pouvoir sans se référer une seule fois, en bien ou en mal, au socialisme scandinave. Et pourtant, on ne dépassera pas le réformisme sans une étude critique, dépourvue de préjugés, de l'expérience nordique. Leur mépris du syndicalisme allemand est affligeant; quant au travaillisme anglais, à peine une allusion. En doctrinaires, ils admettent la réalité européenne; il leur reste à la découvrir.

Parce qu'il faut préparer l'après-gaullisme, les socialistes français pensent à prendre la relève : se hisser au pouvoir, demain ou après-demain. Mais ils s'occupent fort peu de la prise des pouvoirs non-politiques. Le mouvement coopératif qui demeure une arme un peu émoussée, mais irremplaçable contre le capitalisme, n'est cité dans leurs débats que pour mémoire. De même, d'ailleurs, dans la presse de gauche française : combien d'articles et de reportages sur les secteurs socialisés ? Moins que rien en comparaison du commentaire hebdomadaire des intrigues de Guy Mollet et des intoxicantes combinaisons électorales.

Et pourtant la gauche sait que le jour où elle prendra le pouvoir politique, elle se heurtera à la résistance des détenteurs du pouvoir économique. D'où les difficultés qui l'attendent. Alors que fait-elle, dès maintenant, pour renforcer le secteur non-capitaliste ? Pour le mettre au centre de ses préoccupations ?

Le contrat

Chez tous les rapporteurs et tous les responsables, on devinait une inquiétude. Des recherches théoriques plus poussées, comment les traduire en mots d'ordre pour les masses ? Peut-on être populaire en refusant la démagogie et la facilité ? Tout ce que Mendès-France incarne d'espérance tient dans ce pari. Réussir en disant la vérité, en n'escamotant pas les difficultés.

Le pari de la nouvelle gauche française, c'est de croire que le peuple est exigeant, capable de souscrire loyalement aux clauses d'un contrat difficile. Le contraire diamétral du cynisme et du paternalisme gaulliste.

A Grenoble, une esquisse technique du contrat fut discutée. Aura-t-elle une traduction populaire ?

Quelques-unes des préoccupations de la gauche française :

Nous reprenons ici en annexe quelques thèmes essentiels de la discussion. Ils sont fondamentaux. Ce ne sont pas les petites idées de qui croit avoir trouvé le moyen de réformer le monde, le concours Lépine de la gauche rénovée selon la formule de R. Fossaert; mais il s'agit là des points de rencontre de toute discussion socialiste en 1966.

I La décentralisation

Quand André Philip s'écrie que les malheurs de la France centralisée commencèrent avec Richelieu, on se dit que ce vieux protestant n'a pas encore accepté la prise de La Rochelle. Mais quand, successivement, les jeunes et les porte-parole de Bretagne, de l'Ouest, de Toulouse, de Grenoble viennent réclamer une politique de décentralisation, un plan régional de développement, tous avec la même insistance, on doit admettre que la décentralisation et le fédéralisme seront une des préoccupations majeures de la gauche; la région, c'est le lieu où les calculs théoriques du plan, où les décisions abstraites prennent des dimensions humaines. L'aménagement du territoire, préoccupation dominante.

Pas d'Etat jacobin !

II Des services sociaux indépendants de l'Etat

Libertés démocratiques, ce n'est pas seulement le mot qui est rajeuni. La nouvelle gauche exige l'indépendance totale à l'égard du pouvoir politique de la justice, de l'information, de la recherche statistique. Comme nous l'écrivions dans D.P., la justice n'est pas une valeur bourgeoise.

Soustraire certains services à l'omnipotence de l'Etat !

III L'information

La radio, la presse, la TV devraient être libres d'assujettissement au pouvoir et aux groupes financiers. L'autonomie à l'égard des groupes financiers dont jouissent les journalistes du « Monde » est présentée comme un modèle. A relever les protestations qui se sont élevées contre le monopole de l'information qu'ont acquis, de fait, certains journaux régionaux. Le problème, d'ailleurs, n'est pas seulement celui de la liberté de publier à l'abri des pressions, mais aussi celui d'avoir accès aux sources d'information; on retrouve notamment la revendication de l'indépendance des services de la statistique.

IV La publicité

La réglementation de la publicité est unanimement souhaitée. Le volume de publicité autorisé devra tenir compte des objectifs du plan. La publicité contrôlée aura pour but de freiner ou d'encourager certaines consommations.

Réglementation de la publicité, tâche urgente !

V Nationalisations

C'est le dernier bastion des luttes doctrinales. Mais là aussi la rhétorique perd pied. Exemple, la mésaventure de celui qui réclamait avec force la nationalisation de la carbochimie — déjà nationalisée ! Les idées dominantes :

- Utiliser mieux les secteurs qui sont nationalisés. Exiger notamment que les cadres dirigeants aient un esprit de service public, au lieu d'être les aimables confrères des managers privés.
- Utiliser l'énorme pouvoir que confèrent à l'Etat les commandes qu'il passe aux entreprises privées afin qu'elles appliquent les directives du plan.
- Participation de l'Etat au développement des industries de pointe.

Réorganiser, renforcer, rationaliser le secteur nationalisé !

VI Syndicalisme

Extension des libertés syndicales, notamment dans l'entreprise même. Quelle est la valeur d'une convention collective, si dans les ateliers le patronat mène sournoisement ou ouvertement la lutte contre les responsables syndicalistes ?

Droits syndicaux élargis !

VII L'autofinancement

Ici la réflexion de la gauche française est encore hésitante, comme en ce qui concerne la politique des revenus où elle nous a semblé manquer d'originalité. Mais deux tendances se dégagent :

Ou limiter l'autofinancement des entreprises, afin de pouvoir mieux orienter par le crédit leur politique d'investissements.

Ou définir la participation des ouvriers aux bénéfices de l'autofinancement, bénéfices qui devraient être gérés par une caisse nationale (syndicale selon la thèse de D.P.) d'investissements.

Collectiviser la plus-value des entreprises qui pratiquent l'autofinancement, préoccupation primordiale !

Echantillon du rapport sur les voies de passage au socialisme

L'autofinancement

« Le problème du contrôle de l'autofinancement sera sans doute plus difficile à résoudre. Les objectifs dans ce domaine sont en effet divers :

- il faut donner aux salariés le droit de profiter des équipements nouveaux financés avec le produit de leur travail (sans toutefois pouvoir permettre une mobilisation immédiate de la créance acquise sur les entreprises).
- il faut éviter de décourager l'autofinancement tant que de nouvelles formes d'épargne ne se seront pas suffisamment développées : l'autofinancement en incorporant dans les prix de vente une part correspondant au coût de l'équipement supplémentaire acquis par la firme est en effet aujourd'hui en France la source de plus du tiers des équipements des entreprises.
- enfin il faut éviter la surinvestissement dans les branches qui font de gros bénéfices sans que leur développement présente d'intérêt sur le plan général; l'emploi des bénéfices d'exploitation dans d'autres branches dépourvues de financement peut être souhaitable. »

Singularité helvétique: Lignes directrices à Richterswil!

Le spectre du Front populaire hante encore l'Europe occidentale. Mais qui se souvient du Mouvement des lignes directrices que certains qualifiaient de front populaire et qui était en réalité la préfiguration d'un mouvement centre gauche à vocation majoritaire ? Au nombre de ceux qui n'ont pas oublié, il y a en tout cas les électeurs de Richterswil, dans le canton de Zurich (district d'Horgen). En effet cette commune de 6000 habitants compte parmi les organisations politiques locales un groupe s'intitulant « Richtlinienbewegung ». Fondé en 1938 à l'heure de la menace nazie, ce groupe réunissait les socialistes, les démocrates (parti encore vivant en Suisse orientale), les Jeunes Paysans, les syndicats libres (donc adhérent à l'Union syndicale suisse), des petits artisans et des indépendants désireux de contrer l'Association communale bourgeoise qui faisait la pluie et le beau temps dans cette commune. Comme l'indique le secrétaire de ce mouvement dans une lettre adressée à un collaborateur de « Domaine Public », il ne s'agit pas d'un parti, mais uniquement d'un mouvement local destiné à faire obstacle à l'absolutisme du groupement bourgeois.

Ces indications nous ont incité à reprendre le numéro d'« Esprit » du 1^{er} octobre 1937 (Le problème suisse : Personne et fédéralisme) pour y lire la note de M. Pierre Reymond sur les partis politiques. Nous en citons le passage suivant :

« Aujourd'hui, un regroupement est tenté à nouveau dans le mouvement dit des « Lignes directrices » auxquelles les associations suivantes ont déjà donné leur adhésion : l'Union syndicale suisse, la Fédération suisse des sociétés d'employés, la Fédération des ouvriers et employés évangéliques, l'Union des Jeunes paysans, le groupement des jeunes catholiques qui s'expriment dans l'« Entscheidung » (mouvement dont la parenté avec « Esprit » ne fait aucun doute), le Parti socialiste suisse, le Parti radical démocratique de quelques cantons, ainsi que d'autres groupements de moindre importance. Ces lignes directrices sont les suivantes :

« 1. Reconnaître sans réserve la démocratie; refuser catégoriquement toute alliance ou collaboration avec une organisation ou un mouvement antidémocratique,

2. Admettre une attitude positive à l'égard de la défense nationale, économique et spirituelle,

3. Respecter les convictions religieuses des citoyens comme condition de la paix religieuse dans le pays.

4. S'engager à l'égard d'un programme commun pour le relèvement économique et la solution à donner aux problèmes sociaux, et qui tendent à réaliser l'équité sociale et la solidarité dans la vie économique, sans lesquelles une réelle collectivité ne saurait exister.

Le programme d'application suggéré par le quatrième principe ne sera pas élaboré en détail avant que toutes les associations importantes susceptibles d'appuyer « les lignes directrices » s'y soient ralliées. Il faut leur permettre d'exercer réellement une influence et éviter qu'elles se sentent contraintes d'adopter un programme tout fait...

Les « lignes directrices » courent cependant un très grand danger par leur succès même : les partis politiques qui les ont appuyées peuvent céder au désir de les utiliser dans un but électoral. L'effort tenté pour unir les citoyens hors des cadres politiques avorterait ainsi et tout serait à recommencer. »

Ce rappel méritait d'être fait. Il est possible que se recrée en Suisse un mouvement progressiste regroupant et fédérant des associations diverses et des militants de plusieurs partis. Il n'y a pas qu'à Richterswil que le besoin s'en fait sentir.

La révision de l'indice (suite)

L'actuel indice

L'indice d'aujourd'hui n'est pas parfait, certes, mais il repère les variations des dépenses primaires. On ne saurait donc l'abandonner sans autre.

Certes, nous reconnaissons qu'il est peu scientifique d'indexer l'ensemble de tous les salaires, y compris les hauts salaires, sur cet indice. Si la hausse du prix du lait faisait monter l'indice de 1 %, faudrait-il augmenter Monsieur 40 000 francs de 400 francs ? Il ne consomme pas pour 400 francs supplémentaires de lait.

L'indice des dépenses primaires devrait donc jouer automatiquement pour tout revenu jusqu'à 15 000 fr., (ce chiffre serait à déterminer de plus près) ou pour la tranche des 15 000 premiers francs de n'importe quel salaire.

Une telle décision serait et ne pourrait être conçue que dans le cadre d'une politique d'ensemble. Deux points devraient notamment être retenus.

- L'aide à la famille. Le poids des dépenses primaires est en effet directement proportionnel à l'importance des charges familiales.
- L'amélioration des salaires réels serait à rattacher à d'autres indices. Sur ce point les remarques de M. Wunderle sont pertinentes. Entrerait d'abord en ligne de compte la productivité nationale qui devrait chaque fois entraîner une amélioration des salaires réels.

Ce serait donc toute une nouvelle politique des revenus qui devrait être discutée.

Notre propos pour aujourd'hui est de rappeler que la révision de l'indice des prix est à la fois un problème de statistique et de politique.

Il serait temps que le débat soit largement ouvert. Les salariés et leurs associations ont un intérêt primordial à ne pas céder à l'illusionisme scientifique. La discussion est d'une importance capitale. Elle touche à notre niveau de vie.

P.S. — Nous savons que les milieux agricoles souhaitent ardemment la révision de l'indice. En effet on accuse injustement les paysans d'être responsables des hausses à chaque adaptation des prix agricoles. C'est pourquoi ils auraient intérêt à ce que l'indice soit celui des dépenses primaires seules, dont le rôle serait clairement défini.

C'est au pendu à payer sa corde

On sait que les emprunts sont en Suisse soumis à autorisation. Les emprunts indigènes doivent prendre rang et respecter un ordre de calendrier décidé par la Banque nationale. Les emprunts étrangers, eux, qui, jadis, étaient soumis à autorisation sont aujourd'hui soumis de surcroît à un filtrage serré puisqu'ils ont passé de un milliard en 1961 à quelque 300 millions en 1965.

Nous avons déjà eu l'occasion d'en citer quelques-uns. Car, malgré les restrictions, les compagnies pétrolières étaient outrageusement bien servies. The British Petroleum (en novembre 1965) : 45 millions; Transocean Gulf Oil Company (en octobre 1965) : 45 millions; Compagnie de Raffinage Shell (Suisse) (en septembre 1965) : 25 millions; mais il manquait le fleuron.

Esso Standard, France, a été autorisée à émettre sur le marché suisse du 13 au 18 mai un emprunt de 60 millions. Le taux est avantageux pour l'emprunteur : 5 %. La Standard offre évidemment autant de garanties qu'un canton suisse.

Peu importe qu'il s'agisse d'Esso France, c'est en fait la même société qu'Esso Suisse engagée dans le rachat des Raffineries du Rhône. Ainsi après le premier acte : le dumping imposé par les grandes compagnies, l'épargne suisse (insuffisante pour sa-

tisfaire les besoins nationaux) est sollicitée au deuxième acte pour financer en Europe et en Suisse le rachat de l'entreprise mise à genoux.

Certes, il est admissible que le marché suisse ne soit pas entièrement fermé aux emprunts étrangers. Mais un peu de tact et de sens psychologique pourrait intervenir dans le choix du moment et des emprunteurs.

Les autorités suisses n'ont pas levé le petit doigt pour défendre une entreprise nationale, alors qu'avec empressement elles permettent aux monopoles étrangers de financer leurs investissements.

Or le même jour, on pouvait lire, dans « Le Monde », que le libéral gouvernement allemand, sans aucune base légale, mais par pression diplomatique, avait empêché le rachat par la Texas Oil de la Deutsche Erdoel Aktiengesellschaft.

« Le jeudi 28 avril les négociateurs américains furent reçus à Bonn par M. Schmücker, ministre de l'économie. On parle aussi d'une intervention personnelle de l'ambassadeur américain, M. Mac Ghee, lui-même pétrolier — et de surcroît Texan — qui aurait invité ses confrères à ne pas insister. L'ambassadeur avait lui-même été chapitré par M. Westrick, ministre d'Etat et conseiller personnel du chancelier Erhard. » C'était en Allemagne.

Nestlé au Comptoir

Nestlé est un des grands de ce monde et nous nous étions plu à décrire son empire. Nestlé, le 6 mai, à Lausanne, tenait son assemblée générale et fêtait le centenaire de sa fondation.

Pour marquer l'événement, la holding offrait à ses actionnaires qui venaient de voter 20 millions pour la création d'une fondation destinée à promouvoir la recherche alimentaire en faveur des pays où règne la faim, Nestlé offrait un « pique-nique » de 30 francs par tête et une boîte de fondants d'un kilo et demi (l'emballage est à déduire).

Ce fut chose plaisante que la réunion des quelque 4000 porteurs de parts, fringalant et décidés à « profiter ». On aurait dit qu'ils avaient affaire à l'Etat; ils en oubliaient les traditionnelles vertus d'économie de la propriété privée. C'est Nestlé qui payait.

Le vin (Dôle et Dézaley) était à discrétion. Il n'en fut bu qu'en proportion des soifs. Mais la surprise fut grande lors du décompte. Il avait disparu un nombre surprenant de bouteilles : rebouchées et emportées ? Nestlé payait.

Le menu peuple des actionnaires découvrait le communisme de la prise sur le tas.

Effectifs en baisse et paix larvée

A la fin de 1965, l'Union syndicale suisse comptait 449 604 membres. En une année, elle a perdu 1078 membres. En 1964 déjà un recul avait été enregistré.

La Correspondance syndicale suisse qui publie ces chiffres fait remarquer que l'an dernier les travailleurs occupés dans l'industrie et le bâtiment ont diminué de 2,9 %. En comparaison la perte de 1000 syndicalistes (0,2 %) est modeste.

L'explication est à la fois juste et insatisfaisante. Les ouvriers de fabrique verront leurs effectifs diminuer, régulièrement, à l'avenir; mais d'autres secteurs professionnels se développent. Ce n'est qu'en attirant de nouvelles professions que le syndicalisme renforcera ses positions.

Il est d'ailleurs alarmant de constater que dans l'atmosphère de la paix du travail le patronat mène actuellement une offensive discrète, sournoise et efficace pour empêcher la syndicalisation des cadres d'entreprise. Les témoignages en deviennent si nombreux que la trêve du silence risque d'être bientôt rompue !

Ce n'est pas nous que le disons

Proposition de la section de Berne au congrès fédératif des ouvriers du commerce, transport, alimentation (FCTA) :

« Le Comité directeur est chargé d'intervenir auprès de l'Union syndicale suisse, afin que celle-ci entame le plus rapidement possible des tractations avec les fédérations affiliées en vue de faire des journaux de différentes fédérations un organe attrayant de l'U.S.S.

Le Comité directeur devra rapporter au plus tard au prochain Congrès fédératif ordinaire sur ses tractations et leur résultat ».

Les comptes de « Domaine Public »

Conformément à l'engagement que nous avons pris de publier nos comptes, selon la tradition de la presse syndicaliste du début du siècle, nous avons, il y a vingt numéros, publié les résultats de l'exercice 1963 et 1964.

Voici ceux de 1965 :

Comptes de profits et pertes

Association :

Finance des associés ¹		200.—
Dépenses ²	95.05	

Journal

Abonnements		15 225.50
Vente au numéro ³		1 214.90
Dons ⁴		827.80
Imprimeur	14 352.70	
Frais généraux	682.45	
Frais de port	534.15	
Frais pour envoi ⁵	120.75	
Abonnement à d'autres revues	153.50	
Bénéfice ⁶	1529.60	
	17 468.20	17 468.20

Bilan au 31 décembre 1965

Actif		Passif	
Caisse et portefeuille	100.25	Compte transitoire	135.50
Chèques postaux	9651.90	Réserve pour amortissement du déficit technique	9616.65
			9752.15
			9752.15

¹ Deux nouveaux associés ont rejoint les onze fondateurs de D.P. On devient membre de l'association par un versement de 100 francs. En cas de déficit 500 francs pourraient être exigés.

² Désireux de participer à l'assemblée générale des Raffineries du Rhône, nous avons acheté une action de cette société. Mais à la date annoncée personne d'entre nous ne sera libre; aussi allons-nous revendre cette action. C'est pourquoi elle figure au portefeuille du bilan pour la valeur de 100 francs. Cette triste faillite des R.R. nous aura malgré nous rapporté 5 francs. Nous nous en excusons auprès des pauvres petits actionnaires.

³ En notable augmentation. Le numéro est facturé 0 fr. 35 au distributeur. La vente moyenne par numéro est donc d'environ 170 exemplaires.

⁴ Nous ne recevons de subventions d'aucune sorte et de personne. Les dons sont ceux de nos amis.

⁵ Rappels que tout changement d'adresse est coûteux, exigeant une nouvelle plaque adresse. Merci à ceux qui couvrent les frais en acquittant 0 fr. 50.

⁶ Le bénéfice léger nous a permis de résorber à peu près l'inévitable déficit de lancement. En effet, les 9616.65 qui figurent en réserve au bilan correspondent à peu près aux 900 abonnements renouvelés dès décembre et qui au 31 décembre nous engagent encore pour 16 numéros à 0 fr. 60.

Les comptes ont été établis par Serge Maret, vérifiés et approuvés le 6 mai 1966.